



An international network for education in emergencies
Un réseau international pour l'éducation en situations d'urgence
Una red internacional para la educación en situaciones de emergencia
Uma rede internacional para a educação em situações de emergência
الشبكة العالمية لوكالات التعليم في حالات الطوارئ

RESUME

Rapport de la Consultation mondiale sur l'éducation en situations d'urgence et crises prolongées, Phase II

Janvier-Mars 2016

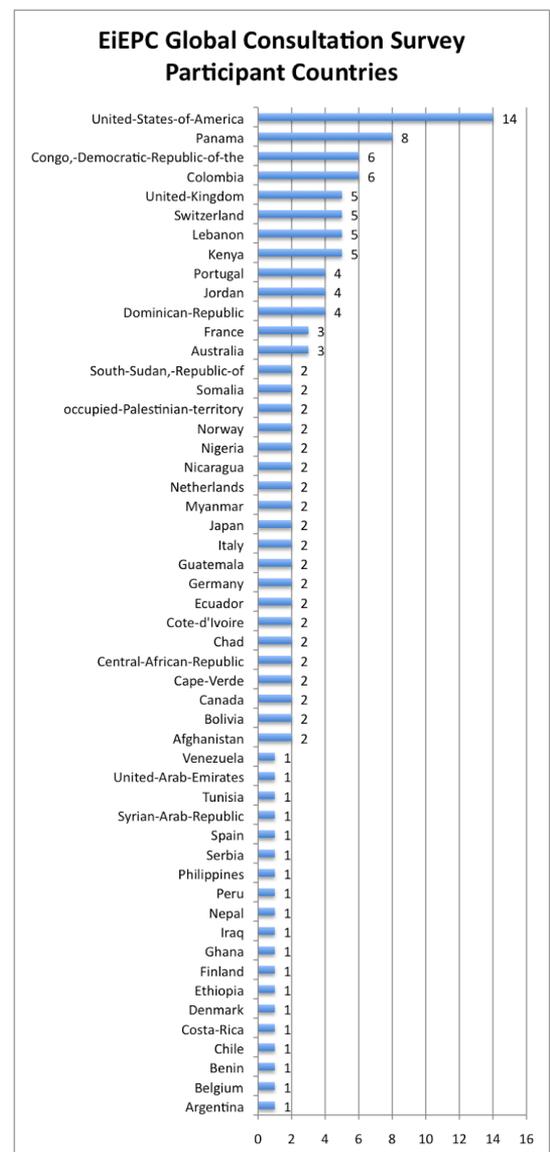
Allison Anderson

Dans le cadre de larges efforts mondiaux visant à renforcer la réponse à l'éducation en situations d'urgence et crises prolongées, l'INEE a mené une consultation mondiale afin de faciliter le dialogue et la collecte d'informations partout dans le monde. Cette consultation s'est concentrée sur le recueil des réactions aux questions posées à propos du cadre conceptuel, des fonctions prioritaires, et de l'ampleur de la proposition d'une « Plateforme Commune » pour l'éducation en situations d'urgence et crises prolongées, qui a été proposée dans un document de l'ODI (Overseas Development Institute). [Cliquez pour lire au complet le contexte de cette initiative.](#)

Processus de Consultation Mondiale

Entre le 19 Janvier et le 12 Février, plus de 500 personnes ont participé au processus de consultation mondiale de l'INEE ; plus de 315 personnes ont participé aux consultations en personnes et aux forums de discussions en ligne, et 192 individus issus de 53 pays ont répondu au questionnaire en ligne. Des consultations en personnes ont été tenues au Canada, Liban, Mali, Pakistan, Somalie, Soudan du Sud, Suisse, Syrie, Ouganda, Royaume Uni, et aux Etats Unis, impliquant des représentants des agences des Nations Unies, des clusters d'éducation, des ONGs nationales et internationales, des organisations de la société civile (CSOs), des donateurs, des représentants des gouvernements, du secteur privé et des représentants des entreprises, des académiciens, des enseignants, des étudiants, et des membres de pays affectés par la crise.

Des commentaires consolidés ont été reçus par *Basic Education Coalition's (BEC)*, *Education in Crises Working Group*, *the Global Business Coalition for Education (GBC-Ed)*, *the Global Campaign for Education (GCE)*, *the Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA)*, *the International Pediatric Association (IPA) et son Technical Advisory Group on Humanitarian Emergencies*, *the United Nations Girls Education Initiative (UNGEI) et the UN Secretary General's Global Education First Initiative Youth Advocacy Group (GEFI-YAG)*. De plus, des propositions organisationnelles ont été reçues par *ActionAid International*, *the British Council*, *the Danish Education Network*, *Human Rights Watch's Disability Rights Division*,

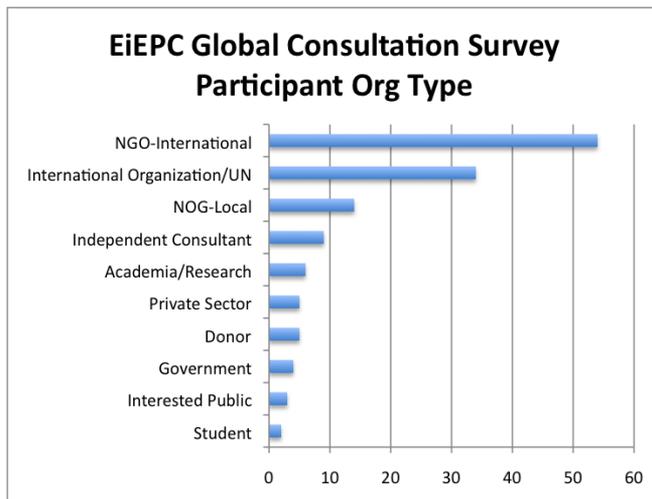


Jesuit Refugee Service/USA, the Malala Fund, the Norwegian Refugee Council, Oxfam and Oxfam IBIS, Plan International, Save the Children, Theirworld, et War Child UK. Un grand nombre de ces propositions concerne une vaste consultation avec des membres travaillant au niveau local, national et international. Toutes les contributions individuelles, des groupes de consultation et organisationnelles reçues durant cette consultation [sont disponibles en ligne](#).

Résultats de la Consultation Mondiale

La vaste majorité des participants de la consultation félicite les efforts du *Technical Strategy Group* dans le but de résoudre l'écart important dans le financement des crises prolongées et ont salué l'opportunité de fournir des commentaires sur la plateforme proposée. En grande majorité, les participants sont favorables à l'établissement d'une plateforme qui :

- Se concentre sur les fonctions de *motiver l'engagement politique, d'augmenter les financements et en générer de nouveaux* pour l'éducation en situations d'urgence et crises prolongées ; et
- *Soutenir* l'architecture humanitaire existante pour mener plus efficacement les fonctions de l'amélioration de la planification et d'intervention à travers le continuum du développement humanitaire ; construire des capacités nationales et internationales ; la collecte de données et l'évaluation de l'apprentissage et de l'innovation.



Quant à l'ampleur d'une Plateforme Commune et comment les efforts pourraient être concentrés, la vaste majorité des participants de la consultation préfèrent l'option 3- ou une version de celle-ci – puisqu'il s'agit de l'option la plus complète et ambitieuse, avec le potentiel d'avoir un impact sur le plus grand nombre d'enfants et de jeunes. Une majorité des participants préfère également mettre l'accent sur l'atteinte des enfants et des jeunes les plus marginalisés au sein des crises oubliées et sous-financées à travers le continuum du développement humanitaire, en incluant les crises prolongées.

Beaucoup de participants ont émis des doutes à propos du manque de clarté et de détails tangibles au sein du document de l'ODI en ce qui concerne la manière dont une nouvelle « Plateforme Commune » fonctionnerait en pratique, et beaucoup ont indiqué que ceci entravait leur habilité à fournir des réponses approfondies. Lié à cela, le sentiment général était que la fenêtre de consultation du 19 Janvier-12 Février était trop courte et que la société civile, particulièrement dans les pays affectés par la crise, était nécessaire pour être pleinement engagés et avancer.

Il y avait presque un accord unanime sur le fait que le manque de détails dans le résumé de l'ODI empêche la robustesse des recommandations. En particulier, il y a un fort appel pour plus de clarté et de transparence concernant :

- *Comment* la plateforme évitera la duplication des acteurs, des mécanismes, des processus et des rôles existants, qui sont essentiels au succès de ce travail, et au lieu de se lier avec, être complémentaire, et les renforcer, tel que le Cluster d'Education IASC (niveau national et international), le processus HRP et OCHA, the Global Partnership for Education, INEE, et UNHCR. Il serait utile de disposer d'une matrice exposant les chevauchements et complémentarités.
- *Comment* la plateforme comblera l'écart entre les actions humanitaires et de développement, en aidant à aligner et amener une convergence à travers les mécanismes humanitaires et de développements existants, les organisations et les organismes. Il en va de même pour les processus : *comment* la plateforme reliera les modalités de l'EIE existantes et les processus de planification du projet, avec des plans à long termes et des mécanismes de financement durables,

afin de renforcer les structures existantes, répondre véritablement aux manques de la réponse de l'EIE, et combler la division du développement humanitaire.

- *Comment* la plateforme générera de nouveaux fonds dans le contexte financier actuel et assurera un financement additionnel. En particulier, il n'y a pas assez de détails opérationnels pour comprendre comment les modèles de financements innovants proposés fonctionneront, l'importance de la volonté politique derrière leur création, et la mesure dans laquelle celle-ci influencera les revenus additionnels, ce qui a des implications pour la conception et l'architecture de la plateforme. Une autre question commune sur le financement était comment le financement sera mis à disposition.

Une autre préoccupation soulignée par de nombreuses observations est que le document ne fait pas clairement la différence sur les rôles que les différents acteurs joueront et comment ils pourront interagir et contribuer au processus de prise de décisions de la plateforme, de la société civile aux ONGs locales et internationales, des groupes locaux d'éducation, des clusters d'éducation au niveau national, des gouvernements locaux et nationaux, du milieu des affaires, des ONGs internationales, des agences des Nations Unies, GPE, INEE, etc. Cela correspond à une recommandation dans la section suivante sur l'importance d'inclure un fort accent sur la responsabilité et la transparence des principes guidant la plateforme. Beaucoup de participants ont expressément requis la construction d'un mécanisme clair pour l'engagement et la participation de la circonscription, en incluant les personnes touchées par des situations d'urgence.

Consensus sur le cadre conceptuel (Question 1)

Question 1. Avez-vous des changements spécifiques à proposer au cadre conceptuel pour la plateforme commune?

Les suggestions suivantes ont été recommandées par la majorité des présentations de consultation.

Besoin défini et une terminologie cohérente:

- Âge: «Les enfants et les jeunes» doivent être utilisés de manière cohérente et définie entre 0-24 ans.
- Qualité: Nécessité de définir et de mettre en conformité avec SDG 4 («Education inclusive de qualité et équitable»). L'accent mis sur l'équité et l'inclusion devrait être renforcé non seulement comme principes directeurs dans le cadre conceptuel de la plateforme, mais aussi dans la mise en œuvre de la plateforme.
- L'apprentissage et les résultats d'apprentissage: Nécessité de clarifier la façon dont l'apprentissage est défini, la façon dont nous répondons aux besoins des différents apprenants, et comment cela serait mesuré.

De plus, les répondants ont souligné la nécessité de mettre davantage l'accent sur une conceptualisation plus approfondie des questions suivantes à travers le cadre conceptuel:

- Droits
- La participation et la responsabilité communautaire
- L'alignement sur les objectifs de développement durable
- Durabilité
- Résistance
- Protection, réduction des risques et de la sensibilité des conflits

Dans l'ensemble, les participants recommandent une déclaration claire dans le cadre conceptuel que les efforts pour répondre aux besoins éducatifs en cas d'urgence et les crises prolongées seront liés à des stratégies à long terme pour l'amélioration et l'expansion de l'éducation et le développement durable. Bien qu'il y ait un appui solide pour une mise au point sur l'équité dans les réponses de l'éducation, de nombreux répondants ont indiqué que l'identification des personnes les plus vulnérables doit être

contextualisée, fondée sur les besoins et doit être définie au niveau de la mise en œuvre (« terrain ») pour éviter d'être prescriptif et maintenir un principe de contexte comme point de départ.

Les cycles humanitaires de financement de courte durée représentent un problème critique dans l'architecture actuelle, et de nombreux répondants ont suggéré que la chronologie qui varie de 1 à 5 ans devrait être élargie afin que les interventions dans les crises aiguës puissent être planifiées à l'horizon d'un temps plus ou moins long. Quelle que soit la date de fin du support de la plateforme, il y a un soutien solide pour une référence explicite à la planification proactive pour le transfert des initiatives aux autorités nationales de l'éducation et des partenaires à la fin de la période du projet. La plateforme a besoin d'une stratégie claire pour travailler avec les gouvernements nationaux et les partenaires pour assumer la responsabilité de l'éducation et de renforcer les capacités nécessaires pour fournir une éducation de qualité à long terme, y compris l'alignement avec les plans et systèmes nationaux et le renforcement des capacités du personnel national et local.

Consensus sur les fonctions prioritaires (Question 2)

Question 2. Cinq fonctions pour une plateforme commune ont été proposées:

1) inspirer l'engagement politique ;

2) générer un nouveau financement ;

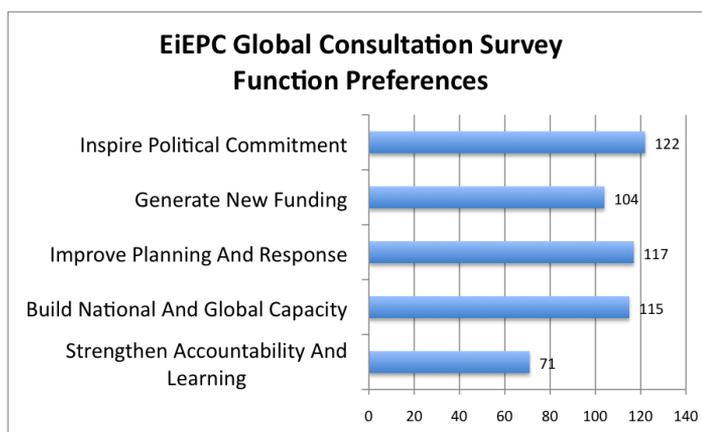
3) améliorer la planification et la réponse ;

4) renforcer les capacités nationales et mondiales ;

5) renforcer la responsabilisation et l'apprentissage.

Sur la base de vos expériences de travail dans les pays touchés par les crises, au moins 1 à 2 fonctions prioritaires clairement définies d'une plateforme commune devrait aborder ? Si oui, quels sont-ils et pourquoi ? Y a-t-il des fonctions ou des éléments au sein des fonctions, qui sont absents de la liste et qui devraient être ajoutés ? Avez-vous des préoccupations au sujet de l'une de ces fonctions ? Si oui, quels sont les solutions possibles pour surmonter ces problèmes ?

Il y a un large consensus entre les répondants de la consultation mondiale sur le fait que les cinq fonctions proposées pour la plate-forme commune sont importantes pour réaliser sa mission et l'objectif (voir encadré des résultats de l'enquête ci-dessous). Toutefois, dans le détail fourni au moyen de résultats individuels et organisationnels, les soumissions de consultation et commentaires à l'enquête, il est généralement admis que la plateforme devrait avoir deux niveaux de fonctions:



- **Niveau 1:** Fonctions prioritaires pour lesquelles la plateforme aura la responsabilité directe : Inspirer l'engagement politique (fonction 1), de générer de nouveaux fonds (fonction 2) et la responsabilité de ce qui est livré (partie de la fonction 5).
- **Niveau 2 :** Systèmes existants donnant lieu d'exercer des fonctions 3, 4 et 5, mais ne sont pas toujours pleinement fonctionnels en raison du manque d'engagement politique et le manque de financement. Ainsi encore, l'importance de la plateforme en se concentrant directement sur les fonctions 1 et 2. Armé d'un plus grand engagement politique et un nouveau financement, la plateforme peut soutenir et aider à aligner l'architecture existante au moyen de ressources, de financement et des incitations à traiter plus efficacement les fonctions d'amélioration planification et d'intervention dans le continuum développement humanitaire (fonction 3), le renforcement des capacités nationales et mondiales (fonction 4), et la preuve de génération, l'apprentissage et l'innovation (partie de la fonction 5).

À travers les deux niveaux, une bonne communication et la coordination avec les mécanismes et

organismes existants, tels que le pôle de l'éducation (au niveau mondial et national), GPE, INEE, et le HCR, et dans tous les secteurs sont essentiels pour éviter les doubles emplois et combler le fossé du développement humanitaire. Cela doit être communiqué de façon transparente.

L'approche de la plateforme pour combler le fossé du développement humanitaire n'est pas claire dans le document de l'ODI en cours. Une grande majorité des répondants à la consultation a exprimé la nécessité d'une plateforme commune à travailler activement et explicitement pour combler le fossé entre l'architecture et les acteurs humanitaires et de développement en coordination avec les bailleurs de fonds de développement, des décideurs et des praticiens aussi tôt que possible pour assurer des services et des programmes cohérents. Ce travail doit être rendu explicite à la fois dans le cadre conceptuel et comme une question transversale dans toutes les fonctions de la plate-forme.

Consensus sur l'ampleur et les efforts de la plate-forme commune (Question 3)

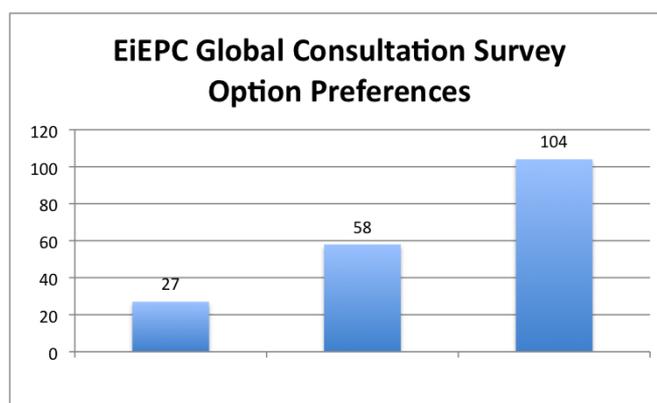
Question de consultation 3. Il y a trois options proposées quant à l'ampleur de la plateforme commune et comment les efforts pourraient être concentrés. Laquelle de ces trois options préférez-vous? Quels sont les points forts de l'option (s) que vous préférez? Quelles sont les lacunes et / ou des modifications que vous proposez? Veuillez indiquer toutes les préoccupations que vous avez, ainsi que les solutions possibles pour surmonter ces problèmes. Avez-vous des suggestions concernant le séquentiel et l'échelle entre les options? Avez-vous une alternative suggestion d'une option pour la plateforme commune en termes d'échelle et comment l'effort pourrait se concentrer ?

De nombreux répondants à la consultation ont exprimé leur frustration face au manque de clarté, des définitions et de l'information dans le papier («responsabilité», «rapports traditionnels» et «allocation basée sur la performance» défini?), Qui a empêché certains répondants de prendre des décisions sur les options . Beaucoup de remarques ont été faites sur la difficulté d'évaluer sur les trois options sans plus de clarté sur les spécificités des niveaux de financement disponibles, l'hébergement, les mécanismes de gouvernance et de mise en œuvre. En outre, certains répondants ont noté qu'il aurait été préférable de commenter sur les niveaux d'ambition avec un aperçu des options (avantages et inconvénients), ainsi que des chemins de séquence qui pourraient être faites dans chaque ambition plutôt que d'avoir lié à des groupes et des fonctions cibles .

En dépit de ces lacunes et préoccupations, la grande majorité des répondants a préféré l'option 3 car elle est la plus complète et ambitieuse des options, avec le potentiel d'avoir un impact sur le plus grand nombre d'enfants et de jeunes.

En dehors de l'ampleur, une majorité de répondants préfère également l'accent sur l'atteinte des enfants et des jeunes les plus marginalisés, qui peuvent inclure le groupe cible de l'option 2 [les réfugiés et les personnes déplacées] dans les crises oubliées et sous

financées dans tout le consortium du développement humanitaire, y compris les crises prolongées. En effet, la nécessité de se concentrer sur les crises prolongées souvent sous financées a été soulignée comme une priorité et une forte résistance de cette option, faisant écho aux recommandations du processus de consultation 2015 INEE. Au-delà de l'éducation formelle à l'éducation non formelle est également souhaitable, en particulier pour répondre aux besoins des jeunes. La création de groupes de champion au niveau des pays a été souvent noté comme une force de cette option, de même que des évaluations de haute qualité, l'accent sur le soutien à la continuité, l'expansion et les compétences de la main-d'œuvre des enseignants. Une autre force est le fait que l'option 3 fournit un financement direct à un large éventail d'acteurs, y compris les OSC et les gouvernements dans le but de développer des systèmes durables et le renforcement des capacités. De plus, les répondants ont vu la diversité des



sources de financement et des mécanismes de financement novateurs dans l'option 3 comme une force, ainsi que le fait qu'il comprend le financement axé sur les résultats et est plus inclusive en termes de participation des parties prenantes.

La majorité des réponses à la consultation qui ne citent pas l'option 3 comme l'option préférée a recommandé de passer au-delà de l'option 3 pour augmenter le niveau d'ambition fondé sur une approche basée sur le droit afin de satisfaire les droits de tous les enfants et les jeunes touchés par la crise. En effet, de nombreux répondants ont exprimé leur inquiétude que le plafonnement de l'ambition de la plate-forme à 25% des enfants admissibles conduira au fait que la plate-forme passera à côté de crises cachées avec les ressources canalisées seulement pour les incidents au profil les plus élevés. On craint également que si trop peu s'intéressent à une option, les donateurs jugent cela comme un échec, ne permettant pas la mise à l'échelle décrite dans le document.

Un plus petit nombre, mais toujours important de répondants a recommandé d'utiliser une option de mise à l'échelle qui commence avec l'option 2 et fournit un calendrier pour avancer jusqu'à l'option 3, peut-être dans les 5 ans. La force d'une telle option a été décrite comme une «vision à long terme qui est réaliste, mais engagera les donateurs et les politiciens et réussir à atteindre rapidement un grand groupe d'enfants défavorisés dans les crises." Cependant, il y avait beaucoup de préoccupations au sujet de l'option 2, y compris le contexte de limitation (de récupération) et les groupes cibles (enfants réfugiés et déplacés, mais pas communautés d'accueil, ce qui est une approche avec le potentiel de promouvoir les inégalités entre ces groupes qui peuvent contribuer à une série d'autres problèmes). En outre, de nombreux participants détestaient les mécanismes de financement rigides et traditionnels et le manque de possibilités d'éducation non formelle dans l'option 2 et suggèrent que la plupart des idées au sein de l'option 3 doivent être explorées pour l'option 2 sur une échelle différente.

Un projet de rapport de la consultation mondiale a été immédiatement partagé avec l'équipe de l'ODI après la consultation mondiale de l'INEE de sorte que les commentaires, questions et recommandations puissent influencer sur une nouvelle version de la proposition sur la plateforme. Le Groupe Stratégie technique a également repris plusieurs des recommandations du processus de consultation, comme d'avoir une représentation de la société civile plus forte dans le processus.

Visitez le site Web de l'INEE (www.ineesite.org) pour lire le rapport complet de cette consultation mondiale en anglais; un résumé est disponible en anglais, français, espagnol, portugais et en arabe.